



LA SEULE ISSUE FAVORABLE DANS LA CRISE POLITIQUE : NOUS MOBILISER POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

12 décembre 2024, Gustave Roussy

LA COURSE DES PETITS CHEVAUX POUR MATIGNON

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

LES FAUSSES SOLUTIONS DES DIRECTIONS SYNDICALES

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun

entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

UNE SEULE SOLUTION : NOTRE MOBILISATION !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats ont appelé à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements ne sont pas encore massives. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

GR AU TOP ?

GR se distingue dans le palmarès des hôpitaux du Point 2024. Mais pas de mention spéciale pour les travailleurs de l'hôpital qui arrivent à faire plutôt bien tourner la machine malgré des sous-effectifs chroniques, de nuit notamment et le glissement des tâches. Une situation qui n'est pas irrémédiable, d'ailleurs beaucoup de structures de santé sont en luttés pour des augmentations de salaires et des embauches.

GRÈVE ILLIMITÉE À LA CLINIQUE DU DAUPHINÉ DE SEYSSINS

Alors que les travailleurs de la clinique sont en grève depuis le 11 Novembre, la lutte ne faiblit pas ! Les grévistes continuent de dénoncer la volonté de la direction d'imposer une réorganisation des plannings entraînant une baisse des effectifs. Une grève qui rappelle l'impact profondément néfaste des entreprises privées et du patronat sur le secteur, dont le seul but est la rentabilité, quitte à épuiser le personnel et à empêcher une prise en charge de qualité pour les patients. Cette grève est un exemple de ce qu'il se passe lorsque les salariés décident de relever la tête face à des directions d'entreprise qui ne cherchent qu'à augmenter leurs profits sur le dos des patients... et des travailleurs de la santé !

DÉTERMINÉS : DANS LES HAUTES-PYRÉNÉES, EN GRÈVE !

Le personnel de l'hôpital de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées entame sa 5e semaine de grève. Avec 50% de grévistes tous services confondus, ils n'entendent reculer sur aucun sujet : recrutement médical et paramédical, moyens supplémentaires pour assurer leurs missions et préserver leur sécurité, notamment en psychiatrie où les agressions se sont multipliées. Depuis le début de la mobilisation, ils ont obtenu 4 postes d'infirmiers. La lutte paie !

1500 EUROS PAR AN DE RESTE À CHARGE

Les mesures d'économie récentes du gouvernement ont considérablement aggravé la situation des plus modestes : hausse des franchises médicales, baisse de la prise en charge des consultations, des soins dentaires mais aussi des médicaments. Résultat : le « reste à charge » payé par les malades (après

remboursement de l'Assurance maladie et des mutuelles) est évalué dans une enquête de France Assos santé à environ 1500 euros par an et par personne. Le gouvernement, lui, s'appuie sur un indicateur « officiel » qui évalue ce reste à charge en moyenne à 274 euros, soit six fois moins. Grâce aux statistiques bidon, tout baigne

VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES CONTRE LES INFIRMIÈRES

Une enquête de l'Ordre des infirmiers sur les violences sexistes et sexuelles (VSS) dans la profession révèle qu'elles atteignent un niveau effrayant. 21 000 infirmières et infirmiers ont été interrogés, dont 12 % d'hommes. 49 % des personnes qui ont répondu – soit 53 % des femmes et 24 % des hommes – ont affirmé avoir déjà été victimes d'au moins un type de VSS, certains en déclarant plusieurs. 39 % des interrogés ont subi des « réflexions inappropriées », 21 % des « outrages sexistes », 4 % des agressions sexuelles et 0,13 % un viol. Au total seuls 2 % ont porté plainte, les autres déclarant « n'avoir entrepris aucune démarche » essentiellement par « crainte des répercussions » sur leur carrière ou par peur « ne pas être entendues ». Le sexisme infecte toutes les strates de la société.

SYRIE : L'EXTRÊME-DROITE PLEURE LA CHUTE D'EL-ASSAD

Alors que Marine Le Pen gardait un silence prudent sur le renversement du régime syrien, Bardella, le président du RN, présentait el Assad comme un « rempart » contre le déferlement de centaines de milliers de Syriens vers l'Europe. Il appelle l'UE à « anticiper le risque d'un déferlement migratoire, où pourraient se glisser des terroristes islamistes ». Sans évoquer les crimes épouvantables que les Assad, père et fils, ont commis contre leur peuple – et conduits à 6 millions d'exilés – et qui ont toujours été minimisés ou niés par l'extrême droite. La joie qu'ont manifestée nombre de Syriens, de l'intérieur comme de l'extérieur, à l'annonce de la chute du dictateur sanglant est compréhensible. Mais il est probable que les milices islamistes qui l'ont renversé mettront sur place un régime qui ne sera pas plus démocratique que le précédent. Pour cela il faudrait que le peuple syrien non seulement manifeste dans la rue mais mette sur pied les embryons d'un pouvoir véritablement populaire.